



PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA COHESION SOCIALE
POLE ENVIRONNEMENT/BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
DAECS/PE/BIC-CT n°2008-192

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de BOULOGNE SUR MER

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de la Légion d' Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l' Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'activité des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 9 juillet 2007 portant nomination de M. Rémi CARON en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 17 mars 2003 ayant autorisé la Chambre de Commerce et d'Industrie à exploiter un entrepôt sur le territoire de la commune de BOULOGNE SUR MER ZI du Port ;

VU le rapport de visite de M. le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, Inspecteur des installations classées en date du 18 juillet 2008 ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas entièrement les prescriptions de l'arrêté susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n°08-10-277 en date du 7 janvier 2008 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

- 2 -

ARRETE :

ARTICLE 1

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Boulogne-sur-Mer, dont le siège social est situé à BOULOGNE-SUR-MER, est mise en demeure de respecter, dans les délais indiqués dans le présent arrêté préfectoral, pour les entrepôts D2/D2 bis et D6 qu'elle exploite Z. I. du Port de Boulogne-sur-Mer, les dispositions des articles ci-dessous de l'arrêté préfectoral du 13/03/2003 encadrant les activités du site et de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510.

Référence réglementaire	Prescription	Délai *
Art. 3 AM du 05/8/02	<p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.</p> <p>Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>	15 jours
Art. 14 AM du 05/08/2002	La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.	3 mois
Art. 15 AM du 05/08/2002	<p>L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.	8 jours

Référence réglementaire	Prescription	Délai *
Art. 23 AM du 05/08/2002	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de fumer ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; • l'obligation du " permis d'intervention " ou " permis de feu " évoqué à l'article 22 ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; • les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. 	15 jours
Art. 4.3. AP du 17/03/2003	<p>Des issues pour les personnes doivent être prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 m de l'une d'elles (25 m dans les parties formant cul de sac).</p> <p>Des issues et dégagement sont prévus afin de permettre l'évacuation du personnel et de faciliter l'intervention des services de secours et doivent être conformes à l'article R 235-4 du Code du Travail.</p> <p>Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.</p>	3 mois
Art. 6.2. AP du 17/03/2003	<p>Les marchandises entreposées en masse (sac, palette, etc...) forment des blocs limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 1 m, 	8 jours
Art. 11.4. AP du 17/03/2003	<p>Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et soumis à des exercices périodiques.</p> <p>Des exercices de défense contre l'incendie sont organisés une fois par an en liaison avec les Services Publics d'Incendie et de Secours.</p>	3 mois

* délai considéré à compter de la date de notification du présent arrêté

transmis à M. Le Chef
du G.S. de : *Cetron*
pour
Douai, le
P/Le Directeur

09 SEP. 2008

ARTICLE 2 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

ARTICLE 3 DELAI ET VOIE DE RECOURS:

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

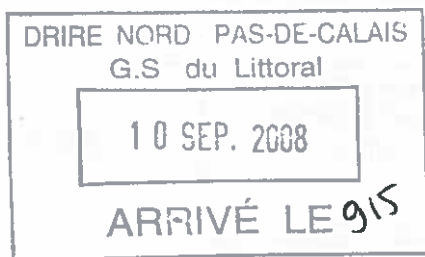
ARTICLE 4 PUBLICITE :

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de BOULOGNE SUR MER et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché à la Mairie de BOULOGNE SUR MER procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5 EXECUTION :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, Monsieur le Sous Préfet de BOULOGNE SUR MER et M. l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie et dont une copie sera transmise à Monsieur le Maire de BOULOGNE SUR MER.



Arras le,
Pour le Préfet,
Le Directeur délégué,
Benoît ROOSEBEKE
Benoît ROOSEBEKE

- 8 SEP. 2008

Copies destinées à :

- M. Directeur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de BOULOGNE SUR MER 98, boulevard Gambetta BP 269 62204 BOULOGNE SUR MER CEDEX
- M. le Sous Préfet de BOULOGNE SUR MER
- Monsieur le Maire de BOULOGNE SUR MER
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement
Inspecteur des Installations Classées à DOUAI
- Dossier
- Chrono